

## Intégrer la résilience en Asie du Sud

Mi Zhou et Dorien Braam

**Les communautés peuvent renforcer leur résilience en intégrant la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation au changement climatique à des mesures de réduction de la pauvreté.**

La complexité des moteurs de déplacement renforce les risques associés aux aléas naturels futurs tout en exacerbant les vulnérabilités qui sont déjà celles des communautés concernées. Les communautés peuvent réduire leur vulnérabilité face au déplacement grâce à une meilleure préparation aux catastrophes et au changement climatique ; si le déplacement se produit, des communautés plus résilientes seront en mesure de réduire les risques associés au déplacement en consolidant plus efficacement leurs structures et leurs fonctions essentielles. Ce qui rend une communauté résiliente varie d'un endroit à un autre, en fonction de la géographie, du climat, de l'économie, des politiques, des personnes, et ainsi de suite. En termes simples : plus une communauté est résiliente, moins importants seront les risques et les impacts du déplacement.

On observe un consensus croissant sur la nécessité d'intégrer la réduction des risques de catastrophes (RRC), l'adaptation au changement climatique (ACC) et la réduction de la pauvreté (RP) aux mesures de résilience. Partout en Asie du Sud, ces différents domaines d'action sont habituellement compartimentés et des tâches séparées sont assignées à différentes institutions ou à des départements distincts à l'intérieur de ces institutions, alors que pour les communautés exposées aux risques liés au changement climatique ces distinctions conceptuelles entre RRC, ACC et RP sont purement théoriques. De plus, pour les communautés se trouvant dans un environnement où les risques sont multiples, avoir à traiter avec différentes organisations qui travaillent séparément et avec des priorités différentes peut prêter à confusion. Travailler de manière compartimentée dans le cadre de ces domaines peut entraîner des interventions contradictoires et contreproductives qui risquent de mener à un dédoublement des efforts.

De nombreuses agences de gestion des catastrophes d'Asie du Sud ont été établies ou restructurées après le tsunami de l'Océan indien de 2004, mais elles sont généralement et principalement des entités administratives et elles manquent souvent de l'autorité et du statut nécessaires pour influencer les programmes de planification et de développement. La plupart des agences nationales et sous-nationales

d'urgence doivent persuader les ministères de tutelle d'incorporer des stratégies efficaces de RRC à leur fonctionnement quotidien et d'en assurer le financement. À cause d'un manque de ressources et d'influence les agences de gestion des catastrophes n'ont qu'une vision limitée des tâches qui leur incombent, et la gestion des catastrophes se résume dans la pratique à une forme de réponse d'urgence. Les agences de gestion des catastrophes de ce type devraient être renforcées dans la mesure où elles ont la possibilité dans l'objectif d'anticiper les effets prévisibles du changement climatique et de les atténuer, d'intégrer la RRC à l'ACC – et éviter ainsi de répéter les erreurs du passé.

### Les stratégies de résilience communautaire

Les communautés frappées par des catastrophes réussissent souvent à atténuer les risques liés au déplacement grâce à la migration. Des membres sélectionnés de la famille se rendent dans les centres urbains ou à l'étranger – de manière temporaire ou périodique – dans le but de diversifier les biens de la famille au-delà de ce qui est produit par les terres ou l'agriculture touchées par la catastrophe.

Les communautés varient en fonction de leur niveau de conscience des risques et en fonction des initiatives qu'elles entreprennent en matière de résilience. Dans de nombreux cas, il existe des pratiques et des connaissances traditionnelles qui peuvent contribuer à atténuer les risques même si les communautés ne les associent pas au changement climatique. En Afghanistan, par exemple, les communautés qui ont déjà vécu des inondations disposent de systèmes d'alerte précoce fondés sur les mécanismes de partage de l'eau dans lesquels un mirab (maître de l'eau) avertit les villages en aval de l'imminence d'une inondation. En revanche, les réfugiés de retour qui ne savaient pas qu'il y avait des risques d'inondations soudaines ne disposaient pas de stratégies de réponse d'urgence et ils ont subi des pertes en vies humaines et en réserves alimentaires.

Même s'il est vrai que des solutions s'appuyant sur les communautés bénéficieront en toute probabilité d'une meilleure acceptation locale et que les communautés devront être activement impliquées dans l'identification des besoins, des

juin 2015

vulnérabilités et des solutions, l'introduction de nouvelles technologies pourra contribuer à amplifier les savoirs existants. Le système du mirab, par exemple, peut être complété ou adapté grâce à la diffusion de connaissances techniques et d'une expertise permettant d'améliorer la gestion des ressources d'eau, particulièrement au cours des épisodes de sécheresse.

De nombreuses stratégies de résilience communautaire sont fondées sur la préservation

des biens existants et sur leur diversification. De la même manière, les gouvernements devraient avoir pour objectif la diversification des stratégies de financement des risques et la création de mécanismes de partage des coûts.

Mi Zhou *m.zhou@praxis-labs.com* et Dorien Braam *d.braam@praxis-labs.com* sont Directeurs et principales Consultantes de Praxis Labs.  
*www.praxis-labs.com*